

promotion de la croissance des pays emprunteurs du Tiers monde. Cette omission a également été relevée par les banquiers privés.

L'une des principales caractéristiques du plan du secrétaire Baker était le rôle de premier plan confié à la Banque mondiale, surtout en tant qu'établissement devant fournir des prêts d'ajustement structurel par opposition aux prêts-projets. On a d'abord pensé que ce rôle constituait une activité entièrement nouvelle pour la Banque. En fait, comme nous le signalons au chapitre 5, la Banque applique un programme de prêts pour ajustement structurel depuis 1980 et elle a consenti des prêts de cette nature avant cette date. La nouveauté du Plan Baker résidait dans l'importance relative donnée désormais à ces prêts et dans les risques accrus que cette activité ferait courir à la Banque.

Au cours des mois qui ont suivi l'élaboration du Plan Baker, l'opportunité des objectifs fixés pour résoudre les problèmes d'endettement du Tiers monde a suscité bien des débats. Lors de sa visite à Washington et à New York, le Comité a entendu nombre de ses interlocuteurs prétendre que l'approche proposée par le Plan Baker permettrait effectivement d'apporter une solution au problème de la dette des pays du Tiers monde, dans la mesure où l'une ou l'autre (ou toutes) les conditions économiques suivantes étaient réunies :

- Que les pays de l'OCDE n'augmentent pas leurs barrières commerciales;
- Que l'économie mondiale continue de croître à un taux annuel d'au moins 3 p. 100, ce qui signifiait une augmentation de 4,5 p. 100 de la croissance annuelle du commerce mondial et une croissance de 6 à 7 p. 100 dans les pays du Tiers monde;
- Que les taux d'intérêt continuent de diminuer ou du moins, demeurent à leur niveau actuel;
- Que les prix du pétrole n'augmentent pas trop brusquement, et enfin
- Que l'inflation reste peu élevée dans les pays de l'OCDE.

Le Comité voit mal comment des circonstances aussi favorables pourraient prévaloir sans interruption au cours de la prochaine décennie. Sans remettre en cause le Plan Baker, le Comité estime cependant que sa réussite est trop étroitement liée à toute détérioration de l'état de l'économie mondiale.

Une des hypothèses-clés du Plan Baker est que les pays emprunteurs acceptent d'opérer les changements nécessaires dans leurs économies et qu'ils les réussissent. M. Robert Hormats, ancien secrétaire adjoint — Affaires économiques au Département d'État américain, a soulevé ce problème à New York. Évoquant les succès enregistrés par plusieurs pays asiatiques, pourtant moins riches que les pays d'Amérique latine, lorsqu'ils ont voulu se doter d'économies plus souples et ouvertes sur l'extérieur, il a émis des doutes quant à la capacité des pays sud-américains de s'ajuster suffisamment pour pouvoir profiter de toutes les possibilités offertes par le Plan Baker. Il craignait également que les économies de ces pays ne soient trop dépendantes de l'exportation de produits de base.

Les propositions du gouvernement américain ne s'attaquaient pas vraiment aux problèmes des pays en développement les plus pauvres, notamment ceux de